

L'école rurale n'a pas dit son dernier mot

Pour la sortie de son livre, *Géographies de l'école rurale*, Yves Jean, professeur de géographie à l'Université de Poitiers, explique pourquoi ces écoles «périphériques» disent beaucoup sur notre rapport aux territoires et, au-delà, sur notre vision du devenir de notre société.

L'Actualité. – Pourquoi cet intérêt pour l'école rurale ?

Yves Jean. – Depuis des années, l'école rurale, c'est-à-dire les écoles primaires situées en milieu rural et offrant des cours multiples (où des enfants d'âges et de niveaux différents sont regroupés dans une même classe), jugée désuète et inefficace, est dite menacée de disparition. Or, elle existe toujours : on recense aujourd'hui environ 12 000 écoles rurales pour environ 1 600 000 élèves. Sa survie s'explique tout d'abord par la force des résistances locales (parents et élus) qui ont permis d'empêcher des fermetures de classe programmées par l'administration. L'évaluation demandée par François Bayrou, alors qu'il était ministre de l'Éducation nationale (1993-1997), sur les résultats des élèves des écoles rurales a également permis de revaloriser ces écoles : il y était prouvé que les enfants avaient des résultats semblables, voire supérieurs, à ceux obtenus par leurs camarades de l'école urbaine. Ensuite, la fin de l'exode rural de masse

au profit d'un réinvestissement des espaces ruraux a bouleversé la donne. Aujourd'hui, en effet, de plus en plus de familles quittent la ville pour s'installer à la campagne afin de profiter d'un cadre de vie plus agréable et moins stressant. L'arrivée d'Anglais et de Hollandais a aussi facilité ce repeuplement. Ce renouveau des territoires ruraux conduit à l'apparition inattendue de classes surchargées au sein de l'école rurale. Certains maires demandent même la réouverture de classes. Cette toute nouvelle recomposition sociale des milieux ruraux pose la question de l'avenir de l'école rurale, si l'on veut penser le devenir de ces espaces.

Au niveau pédagogique, quelles sont les spécificités de l'école rurale ?

Les cours multiples obligent l'enseignant à travailler différemment puisqu'il lui faut, pour appréhender l'hétérogénéité des élèves, mettre en place une pédagogie adaptée, différenciée. En outre, ces enseignants suivent les mêmes élèves sur plusieurs années et ont la possibilité de construire une relation de durée avec eux. Ce rapport au temps propre aux cours multiples a le mérite de permettre une véritable continuité pédagogique. Quant à l'isolement propre à l'école rurale il a, de fait, entraîné l'intégration très rapide des nouvelles technologies : de nombreux enseignants ont mis en place des

réseaux reliant d'autres écoles, afin de favoriser la coformation et l'échange d'expériences. Cela bouleverse la notion de proximité géographique. Enfin, et c'est également une des conséquences de cet isolement, les instituteurs ont une plus grande autonomie, une plus grande marge de manœuvre. Plus éloignés des centres de décision, ils sont moins confrontés à une logique bureaucratique de contrôle émanant de la hiérarchie. Et le statut particulier de leur école, qui est très en lien avec l'extérieur, qui est très ancrée dans son territoire, leur permet de nouer avec les parents et les élus, notamment, des relations locales fortes, faites de confiance, de coopération et de proximité.

Ce particularisme nécessite-t-il une formation particulière des enseignants ?

Enseigner dans une école rurale ne demande pas plus une formation particulière que le fait d'enseigner en zone d'éducation prioritaire (Zep). Néanmoins, je crois vraiment qu'il faut former les futurs enseignants aux territoires, leur apprendre à voir le territoire, à en discerner les caractéristiques géographiques, sociologiques et ethnographiques, afin qu'ils puissent comprendre les codes relationnels des parents et des enfants qu'ils vont rencontrer au cours de leur carrière.

Quel avenir pour l'école rurale ?

Si j'avais dû répondre à cette question, il y a dix ans, alors que l'on était en plein exode rural, je me serais trompé, en prédisant son extinction ou du moins son essoufflement. Aujourd'hui à l'inverse, la campagne regagne en population mais cela va-t-il perdurer ? L'avenir de l'école rurale est indissociable de l'avenir des espaces ruraux. Or la mobilité toujours plus grande des Français interdit de prévoir ce devenir. Donc, si l'on veut cerner au mieux les évolutions futures, il faut mener une étude régulière et suivie des caractères démographiques des espaces ruraux. Et surtout mettre en place des politiques éducatives de long terme et de codécision afin de favoriser le rôle des municipalités – qui, rappelons le, financent de moitié les écoles primaires – et de laisser s'exprimer les initiatives locales.

Géographies de l'école rurale, sous la direction d'Yves Jean, éditions Ophrys, 300 p., 21 €



Photo de Claude Pauquet extraite de «Figure imposée 5» : série sur le sport dans le Thouarsais (Deux-Sèvres).

Quartier Ma Campagne une image renouvelée

Les plans serrés sur des visages centrés se succèdent. La parole livrée à l'écran est presque intimiste. Les habitants, femmes et hommes, jeunes et adultes, les élus, les architectes, les bailleurs sociaux... parlent de Ma Campagne, quartier d'Angoulême qu'une Opération de renouvellement urbain (ORU) va métamorphoser dans les quatre ans à venir. Pour son documentaire *La Parole en chantier*, en cours de réalisation*, Nicolas Habas, jeune réalisateur venu de Lyon, a opté pour l'égalité formelle. Signe du cinéma citoyen, à l'écoute, dont il se réclame : «Le fait que chacun soit désigné

seulement par son prénom, le fond noir, réduisent la distance et le spectateur focalise vraiment sur ce que dit la personne.» L'artifice aurait pu faillir. Il produit sa réalité dans le premier volet achevé du futur triptyque : on prête une oreille, également captivée, aux mots des habitants, aux considérations de l'architecte et aux contraintes des politiques... «L'idée forte du film était de créer un discours sur Ma Campagne», souligne Nicolas Habas soucieux de donner, d'un quartier populaire, une représentation fidèle.

Pour restituer la mémoire et le présent d'un quartier des années 1950-1960, prématu-

rement lézardé, le cinéaste a posé son studio-cabane de chantier en plusieurs points passants. D'abord surpris par le dispositif, presque entrave au cheminement de leur quotidien, quelque 140 riverains ont finalement fait face à la caméra et aux questions. Face à l'ORU qui s'annonce et qui prévoit des démolitions, la construction de nouveaux logements, des équipements sportifs et culturels, des espaces verts... ils ont confié leurs doutes, leurs vœux, leurs inquiétudes avec sincérité et humour. Tout se voit à l'écran, sans manichéisme : les tensions relationnelles, les solidarités, l'attachement – ambivalent, profond – au quartier et l'espoir – violent – de croire en un autre décor.

Avant, pendant et après l'ORU, le film de Nicolas Habas, doublé d'une existence photographique signée Alberto Bocos-Gil, sera achevé dans cinq ans. Et sera, sans nul doute, de nature à prolonger le débat engagé par les habitants de Ma Campagne : le renouvellement des quartiers est-il en tout point synonyme de renouveau ?

Astrid Deroost

* Le film répond à une commande faite par le Centre socioculturel et sportif-Maison des jeunes et de la culture du quartier. Au cours de sa résidence à Angoulême, Nicolas Habas anime également des ateliers cinéma pour enfants. Outre ses travaux documentaires, le cinéaste est l'auteur de deux courts-métrages de fiction : *En attendant septembre* et *Le mal de Claire*.



Alberto Bocos



A CÔTÉ(S)

«Anne Philippe nous montre que le voyage, le vrai, est toujours une façon de reconquérir sa propre humanité», écrivait Claude Margat (*L'Actualité* n° 73), après avoir vu *A côté(s)*, le film que cette jeune architecte a réalisé à Poitiers en 2005 avec des SDF.

En 2006, Anne Philippe a invité dix personnes ayant vu le film à écrire une carte postale à un destinataire réel ou inventé. Elle a aussi organisé des ateliers de sensibilisation au regard sur la ville avec des élèves des lycées Louis-Armand et Henri-IV. Ensuite chaque élève a réalisé sa propre carte postale d'un lieu et l'a

envoyée à quelqu'un de réel ou de fictif. Tous ces travaux sont exposés à la Maison de l'architecture Poitou-Charentes, à Poitiers, du 15 au 26 janvier. D'autre part, dans le cadre du Temps des arts de la rue en Poitou-Charentes, la MDA accueille l'exposition «Mission Repérage(s) un élu, un artiste : parcours croisés pour une approche sensible de la ville» du 1^{er} au 18 février. Deux mardis de l'architecture (20h30) sont proposés le 6 (récits d'expériences sensibles) et le 13 (nouveaux territoires de l'art). www.mdapc.fr

LE TRAVAIL POUR QUI ? POUR QUOI ?

Du 10 au 13 avril à Poitiers, pour explorer les mutations du travail et leurs conséquences dans toutes les couches sociales, le festival *Raisons d'agir 2007* invite des sociologues, un historien, des réalisateurs et François Bon qui donnera une lecture performance le mardi 10 à 21h à l'Espace Mendès France. Rappelons que le collectif national *Raisons d'agir* a été créé en 1998 par Pierre Bourdieu. Ce festival est organisé avec le collectif poitevin, la Famille Digitale, Le Dietrich, l'Associo, les Amis de Politis, avec le soutien de l'Université et de la ville de Poitiers.